

**DECRET N°2016-0519/P-RM DU 20 JUILLET 2016
PORTANT APPROBATION DU MARCHE RELATIF
AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DU PONT
DE KAYES****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2014-0256/PM-RM du 10 avril 2014 déterminant les autorités chargées de la conclusion et de l'approbation des marchés et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2015-0604/P-RM du 25 septembre 2015 portant Code des marchés publics et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**DECRETE :**

Article 1^{er} : Est approuvé le marché relatif aux travaux de réhabilitation du Pont de Kayes, pour un montant toutes taxes comprises de 2 milliards 34 millions 182 mille 9 cent 62 (2.034.182.962) francs CFA et un délai d'exécution de douze (12) mois, conclu avec l'Entreprise SOMAFREC.

Article 2 : Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Equipeement, des Transports et du Désenclavement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 20 juillet 2016**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA****Le Premier ministre,
Modibo KEITA****Le ministre de l'Economie et des Finances,
Dr Boubou CISSE****Le ministre de l'Equipeement, des Transports et du
Désenclavement,
Madame TRAORE Seynabou DIOP**

**DECRET N°2016-0520/PM-RM DU 22 JUILLET 2016
FIXANT LE CADRE INSTITUTIONNEL DE
L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS
LES INDUSTRIES EXTRACTIVES AU MALI****LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2016-0022/P-RM du 15 janvier 2016, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

DECRETE :**CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

Article 1^{er} : Le présent décret fixe le Cadre institutionnel de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

Article 2 : Le Cadre institutionnel de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives comprend :

- un Comité de supervision ;
- un Comité de pilotage ;
- un Secrétariat permanent.

CHAPITRE II : DU COMITE DE SUPERVISION

Article 3 : Le Comité de supervision définit les orientations de l'ITIE et évalue la mise en œuvre.

Il ne devrait pas être chargé de résoudre les éventuelles entraves à la mise en œuvre de l'ITIE comme le prévoit le 4^{ème} tiret. Ce serait incompatible avec sa fonction d'évaluation.

A cet effet, le Comité de supervision est chargé :

- de définir les grandes orientations politiques et stratégiques de l'ITIE ;
- d'approuver les recommandations qui lui sont soumises par le Comité de pilotage ;
- d'évaluer l'impact de la mise en œuvre de l'ITIE sur le développement durable et la réduction de la pauvreté ;
- de résoudre les éventuelles entraves à la mise en œuvre de l'ITIE ;
- de promouvoir l'intégration de l'ITIE dans les systèmes gouvernementaux et un meilleur accès aux données ITIE.

Article 4 : Le Comité de supervision est composé comme suit :

Président : le Premier ministre.

Membres :

- le ministre chargé des Mines ;
- le ministre chargé des Finances ;
- le ministre chargé de l'Investissement ;
- le ministre chargé de l'Environnement ;
- le ministre chargé des Industries ;
- le ministre chargé des Domaines de l'Etat ;
- le ministre chargé des Collectivités territoriales ;
- le ministre chargé de la Communication ;
- le ministre chargé de l'Aménagement ;

- le Président du Conseil national de la Société civile ;
- le Président de la Chambre des Mines.

Le Comité de supervision peut faire appel à toute personne ressource en raison de ses compétences.

Article 5 : Le Comité de supervision se réunit une fois par an en session ordinaire et en session extraordinaire, chaque fois que de besoin, sur convocation de son président.

CHAPITRE III : DU COMITE DE PILOTAGE

Article 6 : Le Comité de pilotage est l'organe de mise en œuvre et de suivi de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives. Le Comité de pilotage est chargé :

- d'établir la concertation entre l'Etat, les Entreprises du Secteur extractif et la Société civile ;
- d'approuver le plan de travail de l'ITIE, le rapport annuel d'avancement, le rapport ITIE et les termes de référence de l'Administrateur indépendant chargé de publier le rapport ITIE ;
- d'approuver les formulaires de déclaration des revenus générés par le Gouvernement et des paiements effectués par les Entreprises de l'Industrie extractive ;
- de veiller au renforcement des capacités des différents acteurs des Industries extractives ;
- de valider les plans de communication favorisant le débat public autour de la situation et du rôle du secteur extractif ;
- d'évaluer et de mettre en œuvre les recommandations issues des rapports ITIE et du rapport de validation du Secrétariat international de l'ITIE ;
- de proposer au Gouvernement toutes réformes visant à améliorer la transparence et la bonne gouvernance des industries extractives en conformité avec les règles, les principes et critères de l'ITIE ;
- d'exécuter toutes autres missions à lui confier par le Comité de supervision.

Article 7 : Le Comité de pilotage est composé comme suit :

Président : le ministre chargé des Mines ou son représentant.

Membres :

- un (01) représentant de la Primature ;
- trois (03) représentants du ministère chargé des Mines ;
- deux (02) représentants du ministère chargé des Finances ;
- un (01) représentant du ministère chargé des Domaines de l'Etat ;
- un (01) représentant du ministère chargé de l'Investissement ;
- un (01) représentant du ministère chargé de l'Environnement ;
- un (01) représentant du ministère chargé de l'Industrie ;
- un (01) représentant du ministère chargé des Collectivités Territoriales ;

- un (01) représentant du ministère chargé de la Communication ;
- un (01) représentant du ministère chargé de l'Aménagement du Territoire ;
- un (01) représentant du ministère chargé de la Justice ;
- un député de l'Assemblée Nationale ;
- un (01) représentant du Haut Conseil des Collectivités Territoriales ;
- le Directeur général des Impôts ;
- le Directeur national des Domaines et du Cadastre ;
- le Directeur national de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ;
- le Directeur général de l'Institut national de la Statistique ;
- le Directeur national du Trésor et de la Comptabilité publique ;
- un (01) représentant par entreprise minière en phase d'exploitation ;
- cinq (05) représentants des organisations de la Société Civile évoluant dans le secteur extractif ;
- un (01) représentant de la Chambre des Mines ;
- un (01) représentant de la presse ;
- deux (02) représentants des Syndicats des Travailleurs ;
- un (01) représentant de l'Ordre national des Experts Comptables ;
- un (01) représentant de la Section des Comptes de la Cour Suprême ;
- le Directeur de la Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Mines et Energie ;
- un (01) représentant de l'Institut national de Prévoyance sociale.

Article 8 : Les membres du Comité de pilotage sont nommés par arrêté du ministre des Mines. La durée du mandat des membres du Comité de pilotage est fixée à trois (3) ans.

Article 9 : Le Comité de pilotage se réunit une fois par trimestre en session ordinaire et en session extraordinaire chaque fois que de besoin, sur convocation de son président.

Article 10 : Le Comité de pilotage comprend les commissions de travail suivantes :

- la commission Collecte et Audit ;
- la commission Renforcement des Capacités ;
- la commission Communication et Publication ;
- toute autre commission permanente ou ad hoc selon le besoin.

Les missions et les modalités de fonctionnement des commissions sont fixées par le règlement intérieur du Comité de pilotage.

CHAPITRE IV : DU SECRETARIAT PERMANENT

Article 11 : Le Secrétariat permanent est l'organe d'exécution et a pour mission d'assister le Comité de pilotage.

A ce titre, il est chargé :

- de participer à la préparation du plan d'actions, du budget, du plan de financement des documents de suivi du plan d'actions ;
- de veiller à la mise en œuvre du plan d'actions ;
- d'assurer en rapport avec les structures concernées, la mise en application des décisions du Comité de pilotage ;
- de coordonner les activités des sous commissions de travail ;
- de suivre et de faciliter le travail des auditeurs ;
- de produire mes rapports annuels d'avancement du processus ITIE et publier les impôts ;
- de dresser les procès-verbaux des réunions ;
- de suivre la mise en œuvre des recommandations issues des rapports ITIE et du rapport de validation de Secrétariat international de l'ITIE ;
- de rechercher et collecter les données sur les industries extractives.

Article 12 : Le Secrétariat permanent est composé comme suit :

- un secrétaire permanent, chargé de diriger les travaux du Secrétariat permanent ;
- un économiste, chargé de la collecte des données et l'audit ;
- un juriste, chargé du renforcement des capacités ;
- un expert en communication, chargé de la communication ;
- le personnel d'appui.

Article 13 : Le Secrétaire permanent est nommé par décret du Premier ministre. Les autres membres du Secrétariat permanent sont nommés par décision du ministre chargé des Mines, suite à une procédure d'appel à candidature.

Article 14 : Le présent décret qui abroge le Décret n°7-180/PM-RM du 6 juin 2007 fixant le cadre institutionnel de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives au Mali, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 22 juillet 2016

**Le Premier ministre,
Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,
Dr Boubou CISSE**

**Le ministre des Mines,
Professeur Tiémoko SANGARE**

**DECRET N°2016-0521/PM-RM DU 22 JUILLET 2016
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU
CONSEIL SUPERIEUR DES FONCTIONNAIRES DE
POLICE**

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°10-034 du 12 juillet 2010, modifiée, portant Statut des fonctionnaires de la Police nationale ;
Vu le Décret n°07-167/P-RM du 29 mai 2007 fixant les attributions, la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil supérieur des fonctionnaires de la Police ;
Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret n°2016-0510/P-RM du 07 juillet 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

DECRETE :

Article 1^{er} : Sont nommés **membres** du Conseil supérieur des fonctionnaires de Police en qualité de :

I. Membres titulaires :

A. Représentants de l'Administration :

Président :

- Général de Brigade **Salif TRAORE**, ministre chargé de la Sécurité.

Membres :

- Monsieur **Yaya GOLOGO**, représentant du ministre chargé de la Fonction publique ;

- Monsieur **Mamadou Lamine COULIBALY**, représentant du ministre chargé de la Justice ;

- Monsieur **Moussa KATILE**, représentant du ministre chargé de l'Administration territoriale ;

- Colonel-major **Zakaria KONE**, représentant du ministre chargé des Finances ;

- Colonel-major **Daouda SOGOBA**, Inspecteur en Chef des Services de Sécurité et de la Protection civile ;

- Contrôleur général de Police **Moussa AG INFAHI**, Directeur général de la Police nationale ;

- Commissaire Divisionnaire de Police **Lancine DIALLO**, Directeur du Personnel, des Finances et du Matériel de la Direction générale de la Police nationale.

B. Représentants des Organisations Syndicales :

Corps des Commissaires de Police :

- Commissaire Principal de Police **Moussa Fassirima KEITA** ;

- Commissaire Principal de Police **Seydou DOUMBIA** ;

- Commissaire de Police **Abdourhamane ALASSANE**.